

Contester la hausse des carburants C'est légitime

Agir contre la baisse des retraites et pour l'augmentation des salaires C'est nécessaire

Contester la hausse des carburants, c'est légitime.

Une atteinte de plus au pouvoir d'achat.

Alors que les salaires stagnent, que les retraites et les aides au logement diminuent, de plus en plus de familles ont des difficultés à faire face à l'augmentation des prix du gaz, de l'électricité, de l'alimentation, des mutuelles ...

A presque 1 € le litre de fioul domestique, il devient compliqué de se chauffer !

Alors, l'augmentation du prix de l'essence et du gaz-oil, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.



L'excuse de la défense de l'environnement ne tient pas.

S'il est nécessaire de lutter contre le réchauffement climatique pour préserver les générations futures, cela ne peut se faire en prenant pour boucs émissaires ceux qui, aujourd'hui ont besoin de leur voiture au quotidien.

Pour préserver la planète, nous n'avons pas besoin d'essence plus chère mais de transports publics moins onéreux et mieux adaptés, d'une véritable politique en faveur du fret ferroviaire et de l'isolation des logements, de services publics de proximité pour éviter de multiplier les déplacements.

Nous avons surtout besoin d'une économie privilégiant les produits locaux au lieu d'entasser les camions sur les routes, les portes-conteneurs sur les océans, au profit des multinationales qui délocalisent leur production et leurs fournisseurs.

La hausse des carburants ne règle aucun de ces problèmes. Derrière l'habillage environnemental, c'est en réalité une façon scandaleuse pour le gouvernement de nous faire les poches pour remplir ses caisses !



Hausse des carburants, baisse des retraites, la même logique

Tous les retraités n'ont pas les moyens d'avoir une voiture, et certains n'ont plus une vue suffisante pour conduire, notamment la nuit.

Pourtant ils sont eux aussi la cible du gouvernement de M. Macron.

- ➡ **La hausse de la CSG** ampute les retraites de 25 à 50 € par mois
- ➡ **La désindexation des retraites** par

rapport aux prix, votée par l'Assemblée pour les 2 années à venir représentent une perte de pouvoir d'achat supplémentaire de 50 à 100 € mensuels.

- ➡ Sur une retraite moyenne de 1300 € (pour 43 ans de travail), c'est 75 € par mois qui sont pris dans nos poches ! Avec ce qui reste, il faut veiller à chaque dépense.

Vous n'êtes pas retraités ? Pourtant vous êtes concernés :

- ➡ Vous avez ou aurez des parents retraités. S'ils ne peuvent plus faire face, qui paiera la maison de retraite, ou tout simplement les soins avec les dépassements d'honoraires ?
- ➡ Et vous-même êtes un(e) futur(e) retraité(e). Si les retraites actuelles

continuent de s'effondrer, quelle sera la vôtre ? Surtout si on a un système par points où c'est le gouvernement qui fixe la valeur du point !

Défendre les droits d'aujourd'hui est la meilleure garantie pour les droits de demain !

Prendre l'argent là où il est.

Retraités, salariés, automobilistes, on a raison d'être indigné par ces nouvelles ponctions sur nos conditions de vie alors que le gouvernement a supprimé l'ISF (impôt sur la fortune), l'exit-tax (taxation des « exilés fiscaux »). Il a même réduit l'impôt sur les grandes sociétés alors que le groupe pétrolier français Total a

augmenté ses bénéfices de 28 % en 2017 pour dépasser les 10 milliards de dollars.

On a raison d'être indigné quand les salariés, les retraités, leurs familles doivent se serrer la ceinture alors que les dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 battent tous les records avec près de 47 milliards € en 2017.

Le 17 novembre ... et après ?

La CGT trouve légitime le mécontentement contre la vie chère qui va s'exprimer le 17 novembre. D'autant que les initiateurs tentent de se démarquer des tentatives de récupération comme celles qu'ont essayées le Front National et les organisations patronales de transporteurs routiers et du BTP. Cette journée permettra que de nombreuses personnes, au lieu de rester dans la protestation individuelle, trouvent le chemin de la manifestation et de l'action collective.

Mais une journée de blocage ne suffira sans doute pas à faire reculer le gouvernement.

Et un succès sur le prix des carburants, s'il marquerait un premier pas, ne réglerait pas nos problèmes de pouvoir d'achat, impactés par la stagnation des salaires et la baisse des retraites.

Après le 17 novembre, il faudra donc que l'action collective se poursuive et s'élargisse pour imposer au gouvernement et au MEDEF une autre répartition des richesses. La CGT qui agit dans ce sens depuis des années, prendra toute sa part dans un tel mouvement.

Ensemble, on est plus fort !